

corriger ce qui va mal. Tout ce qu'il y a de bien dans différents ministères ne doit pas être touché et tout ce qui va mal doit être réformé.

Il y a beaucoup de ministères dans lesquels ça va mal. Ça va mal au ministère de la Justice, au ministère des Finances, au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, et un peu dans tous les ministères.

Pour essayer d'organiser la situation, pour que ça aille mieux, on multiplie les ministères et les fonctions et on veut que les fonctionnaires de ces ministères se fassent cultivateurs, ouvriers, financiers, administrateurs des biens privés. Ce n'est pas de cette façon que nous réglerons le problème.

Les ministères doivent être capables de fonctionner et de faire les règlements voulus, et les citoyens doivent être capables de vivre et d'observer ces règlements. Quand les citoyens ne sont pas capables de vivre avec ces règlements, au lieu d'essayer de corriger la situation économique, situation qui va mal, on demande aux ministères de se faire distributeurs, acheteurs, économistes, dans tous les domaines.

Monsieur le président, puis-je vous signaler qu'il est dix heures?

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés veulent-ils déclarer qu'il est dix heures?

Des voix: D'accord.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. Bell: Le leader de la Chambre voudrait-il bien indiquer les travaux pour demain?

L'hon. M. Benson: La Chambre voudrait-elle bien m'accorder un instant? Demain nous avons l'intention d'aborder la deuxième lecture de ce bill et l'étape du comité. Si nous terminons tout cela demain, nous entreprendrons l'étude du projet de loi sur les négociations collectives et passerons ensuite à la loi sur la fonction publique, après quoi nous étudierons les modifications à la loi sur l'administration financière. Si nous terminons tout cela, nous discuterons alors du projet de résolution précédant le bill de portée générale visant à modifier les divers régimes de pension au sein de la fonction publique.

L'hon. M. Bell: Et jeudi?

L'hon. M. Benson: Si nous terminons tout cela demain, nous espérons avoir d'autres travaux pour jeudi.

• (10.00 p.m.)

MOTION D'AJOURNEMENT ET DÉBAT

Une motion portant ajournement de la Chambre aux termes de l'article provisoire 39A du Règlement étant censée avoir été présentée.

L'AGRICULTURE—MONTRÉAL—DESTINATION DU BEURRE ENTREPOSÉ DANS UN HANGAR

[Français]

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, la question que je veux soulever ce soir a été inspirée par une déclaration d'un journal agricole bien connu *La Terre de Chez nous*, du 11 mai dernier. En effet, on trouve l'article suivant, qui se passe de commentaire:

Récemment le feu détruisait certains hangars dans le port de Montréal. Selon une source d'information officieuse mais très sérieuse, l'un de ces hangars renfermait environ 3,000 tonnes de beurre importé du Danemark, quelques jours auparavant, soit quelques 6,000,000 livres. Pourtant, personne n'en avait entendu parler avant, même s'il est assez souvent question d'importation de beurre depuis quelques mois.

Les autorités officielles ont le devoir de fournir des informations précises et constantes à ce sujet. Il serait absolument intolérable que l'on joue à la cachette dans de tels cas. Oui ou non, est-ce que le récent incendie dans le port de Montréal a détruit 3,000 tonnes de beurre danois?... A part ces 3,000 tonnes, quelle est la quantité totale de beurre importé depuis quelques semaines? Quelles quantités projette-t-on importer au cours des prochains mois?

Et faudrait-il d'autres incendies du genre pour lever le voile sur les importations récentes d'œufs, qui seraient présentement la cause d'un malaise très grave sur le marché du Québec?

Et comment établir l'influence néfaste de certains achats massifs d'œufs d'autres provinces qui auraient été effectués tout récemment, toujours en vue de faire baisser les prix des œufs dans le Québec?

Le jeu de cache-cache de certains commerçants en semblables domaines ne peut-être toléré. Les autorités gouvernementales ont au moins l'obligation de rendre publiques au fur et à mesure tous les renseignements à ce sujet. Si on décide de faire concurrence aux produits du Québec et de faire baisser leurs prix, en faisant venir des produits de l'extérieur qu'on ait au moins la décence et le courage de le faire savoir. Il ne faudrait tout de même pas que la seule façon d'obtenir la vérité soit par l'utilisation du feu... car il y en a qui vont sûrement prendre le feu pour de bon!

Étant donné que cette nouvelle indiquant que 6,000,000 de livres de beurre venant du Danemark n'a pas été démentie, j'ai voulu savoir du ministre quelle était la destination de ce beurre d'importation.

Cette nouvelle m'a inquiété, sachant que les producteurs laitiers doivent se débattre et lutter contre des revenus beaucoup trop bas.

Je sais que depuis un an ou deux la consommation du beurre au Canada dépasse la production (environ 23 millions en 1965) mais